

## DES MINISTRES AUDITIONNÉS AU SÉNAT

## Annulation de plusieurs projets

**Les questions orales soulevées par les députés de la Chambre haute ont fait réagir plusieurs ministres, en rendant compte des situations que traversent leurs secteurs. C'est le cas des ministres de l'Intérieur, des Ressources en eau, des Travaux publics et de la Santé qui ont répondu jeudi dernier aux questions soulevées par des sénateurs.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le fait marquant de cette journée parlementaire reste incontestablement la réponse du ministre des Ressources en eau et de l'Environnement.

En effet, Abdelouahab Nouri a affirmé que de nombreux projets du secteur dont les travaux n'ont pas encore été lancés, ont été provisoirement gelés en raison de la baisse des recettes induite par la chute des cours du pétrole. Selon lui, «au regard des exigences budgétaires dictées par la baisse des recettes en raison de la chute des prix du pétrole, de nombreux projets dont les travaux n'ont pas encore été lancés ont été provisoirement gelés».

Parmi les projets gelés, figure la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Berrouaghia (Médéa), inscrit au programme

quinquennal 2010-2015 et dont les appels d'offres nationaux et internationaux lancés par le ministère ont été infructueux, selon le ministre. Interrogé sur l'avenir du projet de réalisation du barrage Zakakat dans la commune d'Abadla (Béchar), M. Nouri a insisté sur «la faisabilité économique du projet, notamment dans la conjoncture que traverse le pays actuellement».

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a fait savoir «que les accidents de la route coûtent à l'Etat 100 milliards de dinars et que les nouvelles dispositions adoptées dans le cadre de la révision du code de la route visaient essentiellement à réduire l'intervention humaine dans le processus de constat des infractions».

M. Noureddine Bedoui qui répondait à une question d'un

membre du Conseil de la nation sur les mesures prises pour réduire les accidents de la route, dira que «la moyenne des accidents de la route avoisine les 4 000 morts/an, coûtant à l'Etat 100 milliards de dinars», ce qui exige selon lui, «l'introduction de nouvelles dispositions dans le code de la route, notamment l'augmentation des amendes forfaitaires aux infractions de la route à l'origine des accidents de la circulation et la mise en place du permis à points». «L'élément humain, notamment en ce qui concerne le non-respect des règles de conduite, est le dénominateur commun dans 95% des accidents de la route», a-t-il ajouté.

Ce même responsable a indiqué sur un autre chapitre que le gouvernement n'envisageait pas de renoncer à la finalisation du projet du nouveau découpage administratif, précisant que la deuxième phase du projet qui concerne les wilayas des Hauts-Plateaux sera concrétisée en cours d'année.

En réponse à un membre du Conseil de la nation qui demandait pourquoi la daïra de Aïn Sefra n'a pas été promue wilaya déléguée, le ministre a expliqué que le nouveau



Photos : Samir Sid

Compte-rendu des situations de certains secteurs au Sénat.

découpage administratif prévu en 2014 en était à sa deuxième phase, impliquant les wilayas des Hauts-Plateaux. «Le gouvernement n'envisage nullement de renoncer à la finalisation du projet», a-t-il insisté, tout en rappelant à ce propos que «la première phase du projet avait concerné la création de dix wilayas déléguées dans huit wilayas du sud du pays», indiquant que sur instruction du Premier ministre Abdelmalek Sellal, «la deuxième phase sera parachevée en cours d'année».

Enfin, le ministre des Travaux publics a déclaré pour sa part que son département prévoit la réalisation de 24 autoroutes reliant certaines wilayas de l'intérieur du pays à l'autoroute Est-Ouest.

M. Ouali a rappelé que la réalisation d'autoroutes, reliant certaines wilayas du pays à l'autoroute Est-Ouest, entrainé dans le cadre de l'application des orientations du schéma directeur autoroutier 2005-2025.

A. B.

## SOLIDARITÉ NATIONALE

## La pension des handicapés ne sera pas augmentée

**Avec la crise économique et financière que vit l'Algérie, les handicapés ne verront pas leurs pensions augmentées, a annoncé jeudi la ministre de la Solidarité nationale, Mounia Meslem. Elle a rappelé qu'en juillet 2014, elle avait présenté une demande auprès du gouvernement en vue d'augmenter la pension allouée aux personnes handicapées à 100%, une demande qui est restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui. Elle promet néanmoins de continuer à aider cette catégorie à travers notamment les programmes de création des microentreprises.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - «Avec cette crise, je ne crois pas qu'on puisse parler d'une augmentation de cette pension. Mais il ne faudra pas baisser les bras, il faudra travailler pour qu'on puisse améliorer les conditions de vie des personnes à mobilité réduite. Des actions sont entreprises dans ce sens



Mounia Meslem.

dans le cadre des programmes des microcrédits», a déclaré jeudi la ministre sur les ondes de la Chaîne 3. Elle annonce d'autre part la mise en place d'un programme pour que les assistantes sociales puissent se déplacer chez les personnes souffrant de handicap à 100% et qui vivent dans des conditions difficiles.

Évoquant la solidarité nationale, Meslem annonce qu'une enveloppe de 700 millions de DA a été allouée au profit des personnes

nécessiteuses durant ce mois sacré du Ramadhan. Une part qui ne représente que 7% de la totalité des aides octroyées aux couches les plus démunies et dont la plus grande part est prise en charge par le ministère de l'Intérieur à travers les collectivités locales.

La ministre assure que ses services font «leur maximum» pour faire parvenir les aides aux plus nécessiteux. Elle déplore que dès lors que la liste des démunis ne soit pas régulièrement actualisée, il est difficile de déterminer avec exactitude si les aides vont directement chez les vrais nécessiteux.

Mounia Meslem appelle à plus de ciblage. «Pour que les aides aillent aux vrais démunis, nous devons arriver au ciblage, voire à une définition nationale de qui est le démuné. Au niveau du département de la solidarité, on compte 854 814 personnes bénéficiant de la FS pour une enveloppe de 42,5 milliards DA. Le Président insiste que l'Etat est socialiste par excellence. Mais il faudrait être efficace aussi. Il ne faut pas qu'on aide les Algériens démunis par des actions éphémères, il nous faut être efficaces et tracer des aides et des mesures d'accompagnement pour les démunis durant toute l'année», a encore expliqué la ministre.

Y. D.

## MÉTÉOROLOGIE

## Un week-end sous canicule

**L'Office national de météorologie a annoncé, hier, des pics de chaleur au nord allant jusqu'à 36° et dépassant les 47° au sud.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Les habitants des villes côtières telles que Tizi-Ouzou et Boumerdès ont passé un vendredi sous un soleil de plomb et des températures tournant autour de 36°.

Cette vague de chaleur est encore plus impressionnante au sud du pays où des wilayas comme In Salah, In Guezzam et Adrar ont subi une journée marquée par une forte canicule : pas moins de 47°C ont été signalés hier.

D'ailleurs, cette vague de cha-

leur se poursuivra également aujourd'hui et sera un peu plus soutenue dans certaines régions, du nord-est particulièrement. Constantine, Béjaïa et Jijel vont enregistrer des pics de 36°C et Annaba et El-Taref vont connaître des températures allant jusqu'à 38°C. Tandis que la wilaya de Skikda sera marquée par plus de 40°C. Ces températures seront accompagnées par des tendances orageuses sur la quasi-totalité du nord et du centre du pays, avec

des pluies intermittentes sur certaines régions du nord-est.

En pareille circonstance, coïncidant avec les premiers jours de Ramadhan, il y a lieu de prendre certaines précautions, en apparence simples mais qui peuvent s'avérer très utiles : éviter de sortir ou de s'exposer au soleil en milieu de journée où les pics de chaleur sont les plus élevés et le risque de coups de soleil est très important. Ainsi que de ne pas ouvrir les fenêtres ou les volets qu'en fin d'après-midi, car contrairement aux idées reçues, cela ne va pas rafraîchir les pièces de la mai-

son mais bien au contraire. Le phénomène de canicule ne doit certainement pas être pris à la légère, surtout en cette période de jeûne. Pour ce qui est des personnes atteintes de maladies chroniques, et de diabète principalement, boire de l'eau abondamment est ce qui est le plus conseillé par les médecins. Il va de soi pour les enfants et les personnes vulnérables. Les individus présentant des difficultés respiratoires doivent eux aussi prendre les plus grandes précautions afin d'éviter d'éventuels malaises ou complications.

N. B.

## COMMUNIQUÉ

Notre confrère Abboud Zerrougui, correspondant de la chaîne Echourouk News à Oum El Bouaghi et adhérent du Syndicat national des journalistes, a été victime, jeudi 9 juin 2016, d'une honteuse agression physique, perpétrée contre lui par des éléments de la Sûreté de la daïra de Aïn Fekroun.

Notre confrère ne faisait, pourtant, qu'accomplir son travail qui consistait, en l'occurrence, à assurer la couverture médiatique des malheureux événements qui secouaient la ville de Aïn Fekroun, plus précisément les émeutes persistantes à la suite de la rétrogradation du club de football local en division inférieure.

Le Syndicat national des journalistes condamne avec la plus grande énergie cette agression lâche et que rien ne saurait justifier, perpétrée à l'encontre d'un journaliste qui accomplissait son travail comme le lui dicte son devoir professionnel. C'est d'autant plus inadmissible que ce genre de dépassements de la part d'agents des services de sécurité tend à se répéter et à dangereusement se banaliser depuis quelque temps.

Maintes fois, pourtant, le Syndicat a eu à signaler, à condamner et à porter à la connaissance des plus hautes autorités, particulièrement la Direction générale de la Sûreté nationale, ces agressions répétitives et quasiment systématiques à chaque fois qu'il est question de mouvements de foules ou de manifestations sportives qui ont fini par devenir le cauchemar des journalistes, des reporters photographes et des caméramans.

Nous interpellons, encore une fois, ces mêmes autorités pour que cesse, une bonne fois pour toutes, ce genre d'atteinte à l'intégrité physique et morale des femmes et hommes des médias. La liberté de la presse est, pour ceux qui l'auraient oublié, un principe constitutionnel consacré, en plus d'être une réalité arrachée de haute lutte et au prix d'immensurables sacrifices, consentis par des générations entières de femmes et d'hommes qui ont fait la presse algérienne. Une presse libre, fière de son parcours et, surtout, insoumise en toutes circonstances.

**P/le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général, Kamel Amarni**